

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1958 Nr. 71

A. TITEL

*Verdrag betreffende het Agentschap voor het toezicht op de be-
wapening, ingesteld bij Protocol nr. IV bij het Verdrag van Brussel
van 1948, zoals gewijzigd bij de op 23 oktober 1954 te
Parijs ondertekende Protocollen;
Parijs, 14 december 1957*

B. TEKST

Convention concernant les mesures à prendre par les états membres de l'Union de l'Europe occidentale pour permettre à l'Agence pour le contrôle des armements d'exercer efficacement son contrôle et établissant la garantie d'ordre juridictionnel prévue par le Protocole N° IV du Traité de Bruxelles modifié par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954

Les Gouvernements du Royaume de Belgique, de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Parties au Traité de collaboration en matière économique, sociale et culturelle et de légitime défense collective, signé à Bruxelles le 17 mars 1948 et modifié par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954,

Considérant le Protocole n° IV du Traité de Bruxelles modifié par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954 et les engagements pris par Elles en vertu de ce Protocole;

Considérant qu'il convient de préciser l'application du principe de la coopération entre l'Agence pour le contrôle des armements et les autorités nationales, prévu par l'article XII du Protocole précité;

Considérant d'autre part, que l'article XI de ce Protocole prévoit, entre autres, l'établissement d'une garantie d'ordre juridictionnel appropriée sauvegardant les intérêts privés;

Considérant que ces intérêts doivent être protégés de manière et qu'il importe de créer à cette fin un tribunal international, organe de l'Union de l'Europe occidentale;

Sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}

Mesures à prendre par les Etats membres de l'Union de l'Europe occidentale pour permettre à l'Agence pour le contrôle des armements d'exercer efficacement son contrôle

Article 1

Les Etats membres s'engagent à prendre les mesures législatives ou réglementaires propres à assurer l'exécution des mesures de contrôle prises par l'Agence pour le contrôle des armements (dénommée ci-après „l'Agence”) en exécution du Protocole n° IV du Traité de Bruxelles modifié par les Protocoles signés à Paris le 23 octobre 1954 (dénommé ci-après „Protocole n° IV”).

Convention concerning measures to be taken by member States of Western European Union in order to enable the Agency for the control of armaments to carry out its control effectively and making provision for due process of law in accordance with Protocol No IV of the Brussels Treaty as modified by the Protocols signed at Paris on 23rd October 1954

The Governments of the Kingdom of Belgium, the French Republic, the Federal Republic of Germany, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of the Netherlands and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Parties to the Treaty of Economic, Social and Cultural Collaboration and Collective Self-Defence, signed at Brussels on 17th March 1948, as modified by the Protocols signed at Paris on 23rd October 1954,

Considering Protocol No. IV to the Brussels Treaty as modified by the Protocols signed at Paris on 23rd October 1954 and the undertakings given therein;

Considering the desirability of providing in greater detail for the application of the principle of co-operation between the Agency for the Control of Armaments and the national authorities, provided for in Article XII of the said Protocol;

Considering further that Article XI of the said Protocol requires, inter alia, the provision of due process of law in respect of private interests;

Considering that such interests should be protected on a uniform basis and that an international Tribunal should be established as an organ of Western European Union for this purpose;

Agree as follows:

CHAPTER I

Measures to be taken by member States of Western European Union in order to enable the Agency for the Control of Armaments to carry out its control effectively

Article 1

Member States undertake to adopt the legislative measures or regulations required to secure the enforcement of the control measures taken by the Agency for the Control of Armaments (hereinafter referred to as "the Agency") in execution of Protocol No. IV to the Brussels Treaty as modified by the Protocols signed at Paris on 23rd October 1954 (hereinafter referred to as "Protocol No. IV").

Article 2

1. Les dispositions prises par chacun des Etats membres en application de l'article 1^{er} entrent en vigueur à la même date. Cette date est fixée par le Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (dénommé ci-après „le Conseil”).

2. Si un Etat déterminé n'a pas adopté de dispositions nouvelles à la date prévue au paragraphe 1, il appliquera, à partir de cette date et sans préjudice de l'article 7, les dispositions correspondantes garantissant l'efficacité de l'action de son administration financière à l'activité de l'Agence sur son territoire.

CHAPITRE II

Etablissement de la garantie d'ordre juridictionnel prévue par le Protocole n° IV

Article 3

La protection des intérêts privés mentionnés à l'article XI du Protocole n° IV est confiée à un tribunal ayant le même siège que la Cour des Communautés européennes.

SECTION I

Compétence

Article 4

1. Le tribunal prévu à l'article 3 statue sur les recours en dommages et intérêts introduits contre l'Union de l'Europe occidentale par les personnes physiques et morales dont les intérêts privés auraient été lésés par des excès ou abus de pouvoir imputables à l'Agence ou à ses fonctionnaires, ou par une faute de service ou une faute personnelle commise par ces agents en relation avec l'exercice de leurs fonctions.

2. Le tribunal statue également sur les demandes tendant à la restitution de documents et pièces indûment saisis, établis ou retenus par des fonctionnaires de l'Agence, suite à une faute de service ou à une faute personnelle commise en relation avec l'exercice de leurs fonctions.

Article 5

Lorsqu'il existe des raisons d'estimer qu'une irrégularité du type visé au paragraphe 1 de l'article 4 a été commise, le tribunal peut, dans des circonstances exceptionnelles, prendre une ordonnance provisoire prévoyant le dépôt au tribunal de dommages et intérêts provisionnels. Cette ordonnance ne préjuge en rien le jugement définitif.

Article 2

1. The measures adopted by each member State in pursuance of Article 1 shall come into force on the same date. This date shall be decided by the Council of Western European Union (hereinafter referred to as "the Council").

2. If a State has adopted no new measures by the date referred to in paragraph 1, the appropriate provisions ensuring the effective functioning of that State's financial administration shall, without prejudice to Article 7, apply from that date to the activities of the Agency on the territory of that State.

CHAPTER II

Provision of due process of law in accordance with Protocol No. IV

Article 3

A Tribunal located at the seat of the Court of the European Communities shall be established for the protection of private interests as contemplated by Article XI of Protocol No. IV.

SECTION I

Competence

Article 4

1. The Tribunal provided for in Article 3 shall determine claims for compensation against Western European Union submitted by physical or juridical persons whose private interests may have been damaged by excess or abuse of authority on the part of the Agency or its officials, or by wrongful acts or omissions of such officials committed in either their personal or official capacity and connected with the performance of their duties.

2. The Tribunal shall also determine claims for return of documents or other materials wrongfully obtained, made or detained by officials of the Agency in either their personal or official capacity and in connection with the performance of their duties.

Article 5

When reasons exist for considering that an irregularity of the kind contemplated in paragraph 1 of Article 4 has been committed, the Tribunal may, in exceptional circumstances, make a provisional order directing the payment into court of provisional damages. This order shall in no way prejudice the final decision of the Tribunal.

Le tribunal peut, en outre, édicter des mesures conservatoires concernant les documents et pièces saisis, établis ou retenus par les fonctionnaires de l'Agence.

Article 6

Les décisions du tribunal seront, s'il y a lieu, fondées sur les règlements régissant le fonctionnement de l'Agence tels qu'ils auront été approuvés et officiellement publiés par le Conseil.

Article 7

Si une personne s'oppose ou semble encline à s'opposer à l'exécution d'un ordre de contrôle, l'Agence peut, sans préjudice de la responsabilité pénale que cette personne peut encourir, solliciter du président du tribunal un mandat permettant d'assurer par voie de contrainte l'entrée des fonctionnaires de l'Agence dans l'usine ou le dépôt en question ou dans certaines de ses parties. Ce mandat sera délivré dans les plus brefs délais lorsque le président sera convaincu que l'ordre de contrôle est conforme aux règlements mentionnés à l'article 6. Une fois le mandat délivré, les autorités nationales de l'Etat intéressé assurent l'entrée des fonctionnaires de l'Agence dans les lieux précités. Aucune autorité nationale, judiciaire ou autre, ne peut s'opposer à l'exécution de ce mandat.

La décision du président ne préjuge en rien le jugement du tribunal au sujet de toute plainte concernant le même cas, déposée ultérieurement aux termes de l'article 4.

SECTION II

Composition

Article 8

1. Le tribunal est formé de trois juges offrant toutes garanties d'indépendance, dont un président.

2. Le Conseil établira une liste de sept noms. Cette liste comprendra un ressortissant de chaque Etat membre de l'Union de l'Europe occidentale et qui est, lorsque la composition de la Cour des Communautés européennes le permet, membre de cette Cour.

Les juges sont désignés par tirage au sort et institués par le Conseil pour deux ans. Ils siègent toutefois après ce délai pour statuer sur les affaires pendantes au moment de l'expiration de leur mandat.

3. Lorsque, dans un litige déterminé, aucun juge n'est de la même nationalité que le demandeur, un des juges, désigné par tirage au sort, sera remplacé par la personne figurant sur la liste visée à l'alinéa premier du paragraphe 2 qui est de cette nationalité.

The Tribunal may in addition order measures of conservation, when the case involves documents or other materials obtained, made or detained by officials of the Agency.

Article 6

The decisions of the Tribunal shall, where appropriate, be based upon the regulations for the functioning of the Agency as approved and officially published by the Council.

Article 7

If any person opposes or appears likely to oppose the execution of a control order, the Agency may, without prejudice to any penal liability which that person may incur, request a direction from the President of the Tribunal for the enforcement of access by officials of the Agency to the plant or depot or part thereof in question. The direction shall be made as speedily as possible when the President is satisfied that the control order is in conformity with the regulations referred to in Article 6. When the direction is made, the national authorities of the State concerned shall ensure access by the officials of the Agency to the aforementioned premises. Execution of this direction may not be prevented by any national authority, judicial or otherwise.

The decision of the President shall in no way prejudice the determination by the Tribunal of any subsequent claim concerning the same case submitted under Article 4.

SECTION II

Composition

Article 8

1. The Tribunal shall be composed of three independent judges, one of whom shall be the President.

2. The Council shall draw up a list of seven names, which shall include one national of each member State of Western European Union who shall, where the composition of the Court of the European Communities permits, be a member of that Court.

The judges shall be appointed by the drawing of lots and shall be empanelled by the Council for a period of two years. They shall however continue to sit beyond the expiry of this period to deal with cases still outstanding before them.

3. In cases where no member of the Tribunal is of the same nationality as the plaintiff, one of the judges, to be chosen by lot, shall be replaced by the person of the plaintiff's nationality named in the list referred to in the first sub-paragraph of paragraph 2.

Si le demandeur n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union de l'Europe occidentale, un des juges, désigné par tirage au sort, sera remplacé par la personne figurant sur la liste précitée qui est ressortissante de l'Etat membre de l'Union de l'Europe occidentale où l'entité soumise au contrôle est située.

Article 9

1. Le Conseil établira, conformément aux principes énoncés à l'alinéa premier du paragraphe 2 de l'article 8, une liste de suppléants.

Il sera désigné pour chaque juge un suppléant de la même nationalité.

2. Lorsque le juge est dans l'impossibilité de siéger, il est remplacé par son suppléant.

Le juge dont la fonction prend fin avant l'expiration de son mandat est remplacé par son suppléant pour la durée du mandat restant à courir.

Article 10

Les juges désignent parmi eux, pour deux ans, le président du tribunal.

Lorsque, dans un litige déterminé, le président est de la même nationalité que le demandeur, la présidence sera assumée par le plus âgé des deux autres juges.

Article 11

1. Le greffier du tribunal est nommé par le tribunal après avis du Conseil. Le tribunal fixe le statut du greffier, sous réserve des dispositions des articles 20 et 21 et après avis du Conseil.

Il doit être ressortissant d'un Etat membre de l'Union de l'Europe occidentale.

2. La composition du greffe ainsi que le statut de son personnel sont déterminés par le Conseil sur proposition du tribunal. Le personnel relève du greffier sous l'autorité du président.

SECTION III

Procédure

Article 12

1. Le tribunal est saisi par une requête adressée au président, conformément aux formalités établies par le règlement de procédure prévu à l'article 19.

If the plaintiff is not a national of one of the member States of Western European Union, one of the judges, chosen by lot, shall be replaced by the person named on the list referred to above who is of the nationality of the member State of Western European Union where the unit subject to control is located.

Article 9

1. The Council shall draw up a list of alternates in accordance with the principles set forth in the first sub-paragraph of paragraph 2 of Article 8.

An alternate shall be designated for each judge; in each case the alternate shall be of the same nationality as the judge.

2. The alternate shall take the place of the judge when the latter is unable to sit.

Any judge ceasing to be a member of the Tribunal before the expiry of his period of office shall be replaced by his alternate for the remainder of that period.

Article 10

The judges shall appoint one of their members to be President for two years.

In cases where the President is of the same nationality as the plaintiff, the elder of the other two judges shall preside in his place.

Article 11

1. The Clerk of the Tribunal shall be appointed by the Tribunal after consultation with the Council. The Tribunal shall determine his conditions of employment, subject to the provisions of Articles 20 and 21, after consultation with the Council.

He shall be a national of one of the member States of Western European Union.

2. The composition and conditions of employment of the staff of the Office of the Clerk shall be determined by the Council, on the proposal of the Tribunal. All members of the staff shall be responsible to the Clerk under the authority of the President.

SECTION III

Procedure

Article 12

1. Claims shall be submitted to the President in accordance with the rules of procedure referred to in Article 19.

Les requêtes doivent être introduites dans un délai d'un an à compter du jour où le demandeur a eu connaissance de la lésion prévue à l'article 4. Elles ne peuvent plus être introduites après dix ans à compter du jour de l'acte ou de l'omission, cause de la lésion.

2. Les requêtes concernant des intérêts privés lésés avant l'entrée en vigueur de la présente convention peuvent être introduites dans un délai d'un an à compter du jour de cette entrée en vigueur.

Article 13

La recevabilité de la requête est soumise au dépôt préalable par le demandeur d'une caution destinée à couvrir les éventuels frais de procédure, sauf décision contraire du président. Le montant de la caution sera fixé forfaitairement par le président dans chaque cas.

Article 14

1. Le tribunal peut, dans les conditions déterminées par le règlement de procédure, requérir la production de pièces à conviction, écrites ou autres, inviter des témoins à venir déposer, demander l'avis d'experts et ordonner des enquêtes.

2. Chaque Etat membre s'engage à donner suite à toute commission rogatoire qui peut être adressée par le tribunal à l'autorité nationale compétente en vue de faire entendre un témoin par les autorités judiciaires de l'Etat membre où il a son domicile ou, à défaut, sa résidence au moment de la citation.

Article 15

Les parties peuvent se faire assister d'avocats inscrits à un barreau d'un Etat membre de l'Union de l'Europe occidentale. Les professeurs ressortissants des Etats membres dans la législation leur reconnaît le droit de plaider jouissent devant le tribunal des droits reconnus aux avocats.

Article 16

Les jugements sont écrits et motivés. Ils sont prononcés en séance publique, les parties étant convoquées.

Ils sont définitifs et sans recours.

Article 17

1. La révision du jugement ne peut être demandée au tribunal qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé du jugement, était inconnu

They must be submitted within one year from the date on which the damage envisaged in Article 4 comes to the knowledge of the plaintiff. They may not be submitted more than ten years after the date on which the act or omission causing such damage occurs.

2. Claims concerning private interests which may have been damaged before the entry into force of the present Convention can be submitted not later than one year from the date of such entry into force.

Article 13

When submitting a claim, the claimant must, unless the President decides otherwise, deposit a security to cover the costs, if any, of the hearing. The actual sum to be deposited shall be fixed by the President in each case.

Article 14

1. The Tribunal may, under the conditions laid down in the rules of procedure, demand the production of evidence, documentary or other, invite the attendance of witnesses to testify, request expert opinion and direct enquiries to be made.

2. Each member State undertakes to ensure that the appropriate measures are taken on any Letter of Request which may be addressed by the Tribunal to the competent national authority for a witness to be heard by the judicial authorities of the member State where he has his usual residence or, in default, is residing at the time of the issue of the Letter of Request.

Article 15

The parties may be assisted by members of the legal professions of any member State of Western European Union who are entitled to practise before courts of that State. Professors who are nationals of member States and are entitled to plead in court by virtue of the legislation of their countries shall have the same rights before the Tribunal as those granted to members of the legal professions.

Article 16

Judgments shall be in writing and must be delivered at a public hearing to which the parties are summoned; the grounds must be stated.

All judgments shall be final and without appeal.

Article 17

1. An application for revision of a judgment may be made only when it is based upon the discovery of some fact of such a nature as to be a decisive factor, which fact was, when the judgment was

du tribunal, et de la partie qui demande la révision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

2. La demande en révision devra être formée au plus tard dans le délai de six mois après la découverte du fait nouveau. Aucune demande ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater du jugement.

Article 18

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un jugement, il appartient au tribunal de l'interpréter, sur la demande du Conseil ou d'une partie justifiant d'un intérêt à cette fin.

Article 19

Le tribunal établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation du Conseil.

SECTION IV

Privilèges et immunités

Article 20

1. Les juges jouissent de l'immunité de juridiction.

Chaque Etat membre pourra néanmoins restreindre l'immunité du juge de sa nationalité aux actes accomplis par lui en sa qualité officielle, y compris ses paroles et écrits.

Après la cessation de leurs fonctions, les juges continuent à bénéficier de l'immunité en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, y compris leurs paroles et écrits.

Le tribunal peut lever l'immunité des juges.

Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des Etats membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale.

Les juges, quelle que soit leur nationalité, bénéficient en outre, sur le territoire de chacun des Etats membres, des privilèges et immunités énumérés ci-après:

- a) ils sont exonérés de tout impôt national sur les traitements, émoluments et indemnités versés par l'Union de l'Europe occidentale;
- b) ils ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;
- c) ils jouissent du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions

given, unknown to the Tribunal and also to the party claiming revision, provided always that such ignorance was not due to negligence.

2. The application for revision must be made at latest within six months of the discovery of the new fact. No such application may be submitted more than ten years after the date of the judgment.

Article 18

In case of doubt concerning the meaning or scope of a judgment, the Tribunal shall give an explanatory ruling at the request either of the Council or of any party who can prove legitimate interest.

Article 19

The Tribunal shall draw up its rules of procedure, which shall be submitted to the Council for approval.

SECTION IV

Privileges and immunities

Article 20

1. The judges shall enjoy immunity from legal process.

Any member State shall, however, be free to limit the immunity of a judge who is its national to immunity in respect of words spoken or written or acts done by him in the course of his official duties.

The judges shall retain immunity after their term of office in respect of words spoken or written or acts done by them in the course of their official duties.

The Tribunal may waive the immunity of the judges.

Only the courts with jurisdiction over members of the highest national judiciary in each member State shall have jurisdiction in criminal proceedings against judges whose immunity has been so suspended.

The judges, without regard to nationality, shall also enjoy within the territory of each member State the privileges and immunities enumerated below:

- a) exemption from any national tax on salaries, emoluments and allowances paid by Western European Union;
- b) exemption, together with their spouses and the dependent members of their families, from regulations limiting immigration and from formalities for the registration of aliens;
- c) enjoyment of the right to import their furniture and effects free of duty at the time they initially assume their functions

dans le pays intéressé, et de les réexporter en franchise vers leur pays de domicile lors de la cessation de leurs fonctions.

2. Le greffier bénéficie des immunités et privilèges mentionnés au paragraphe 1.

Le Conseil désignera les membres du personnel du greffe qui bénéficient en tout ou en partie des privilèges et immunités mentionnés au paragraphe 1.

3. Les avocats et les professeurs visés à l'article 15 jouissent de l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées et les écrits produits par eux en rapport avec l'exercice de leurs fonctions prévues à l'article précité.

Ils jouissent outre de l'inviolabilité des documents et de la liberté de mouvement entre le siège du tribunal et leur lieu de résidence.

Ces immunités sont accordées aux dites personnes exclusivement dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice et pour autant qu'elles sont nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches.

Le tribunal peut lever l'immunité lorsqu'il estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire à une bonne administration de la justice.

SECTION V

Dispositions financières et fiscales

Article 21

Les traitements, émoluments ou indemnités accordés aux juges, au greffier et au personnel du tribunal seront fixés par le Conseil. Ils sont à la charge du budget de l'Union de l'Europe occidentale.

Article 22

Les traitements, émoluments ou indemnités accordés aux juges, au greffier et aux membres du personnel du greffe qui sont exonérés des impôts nationaux par application de l'article 20 sont soumis au profit de l'Union de l'Europe occidentale à l'impôt institué en exécution de l'article 21 de la Convention sur le Statut de l'Union de l'Europe occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris le 11 mai 1955.

CHAPITRE III

Dispositions finales

Article 23

La présente Convention sera ratifiée, et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que faire se pourra auprès du Gouvernement belge.

in the country in question, and to re-export such furniture and effects free of duty to their country of residence on the termination of their functions.

2. The Clerk shall enjoy the immunities and privileges enumerated in paragraph 1.

The Council shall determine which members of the staff of the Office of the Clerk shall enjoy in whole or in part the immunities and privileges enumerated in paragraph 1.

3. The members of the legal professions and professors referred to in Article 15 shall enjoy immunity from legal process in regard to statements made and writings produced by them in connection with the performance of the duties contemplated in that Article.

In addition, their documents shall be inviolable and they shall enjoy freedom of movement between the seat of the Tribunal and their habitual place of residence.

The immunities are granted solely in the interests of the due administration of justice and so far as they are necessary to the persons concerned for the performance of their duties.

The Tribunal may waive the immunity of such a person if it considers that such waiver is not contrary to the due administration of justice.

SECTION V

Financial and fiscal provisions

Article 21

Salaries, emoluments or allowances to be paid to the judges, the Clerk and the staff of the Tribunal shall be fixed by the Council. They shall be chargeable against the budget of Western European Union.

Article 22

Any of the salaries, emoluments or allowances to be paid to the judges, the Clerk and the staff of the Office of the Clerk which are exempted from national taxation under the provisions of Article 20 shall be subject to taxation for the benefit of Western European Union, under the scheme introduced in accordance with Article 21 of the Agreement on the Status of Western European Union, National Representatives and International Staff, signed at Paris on 11th May 1955.

CHAPTER III

Final provisions

Article 23

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be deposited as soon as possible with the Belgian Government.

Elle entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'Etat signataire qui procédera le dernier à cette formalité.

Le Gouvernement belge informera les autres Parties contractantes du dépôt de chaque instrument de ratification.

Article 24

La présente Convention, rédigée en un exemplaire unique, en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du Gouvernement belge qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas de la présente Convention.

Fait à Paris, le quatorze décembre mil neuf cent cinquante-sept.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique:
For the Government of the Kingdom of Belgium:

(s.) V. LAROCK

Pour le Gouvernement de la République Française:
For the Government of the French Republic:

(s.) PINEAU

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:
For the Government of the Federal Republic of Germany:

(s.) VON BRENTANO

Pour le Gouvernement de la République Italienne:
For the Government of the Italian Republic:

(s.) GIUSEPPE PELLA

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:
For the Government of the Grand Duchy of Luxembourg:

(s.) BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:
For the Government of the Kingdom of the Netherlands:

(s.) E. H. VAN DER BEUGEL

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) SELWYN LLOYD

It shall enter into force on the first day of the month following the deposit of the instrument of ratification of the last country to complete this procedure.

The Belgian Government shall inform the other Contracting Parties of the deposit of each instrument of ratification.

Article 24

The present Convention, in a single copy in the English and French languages, both texts being equally authoritative, shall remain deposited in the archives of the Belgian Government which shall transmit a certified copy to each of the other signatory States.

In witness whereof, the undersigned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Paris, this fourteenth day of December, one thousand nine hundred and fifty-seven.

D. GOEDKEURING

Het Verdrag behoeft de goedkeuring der Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging van het Verdrag is voorzien in artikel 23, eerste lid.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zullen ingevolge artikel 23, lid 2, in werking treden op de eerste dag van de maand volgende op die, waarin de laatste akte van bekrachtiging zal zijn nedergelegd bij de Belgische Regering.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, zal het Verdrag alleen voor Nederland gelden.

J. GEGEVENS

Van het op 17 maart 1948 te Brussel gesloten Verdrag, naar welk Verdrag wordt verwezen in titel, preambule en artikel 1 van het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Stb.* I 519; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1957, 10.

De Westeuropese Unie, naar welke Unie onder meer in de titel van het onderhavige Verdrag wordt verwezen, is tot stand gekomen op grond van de op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende vier Protocollen tot wijziging en aanvulling van het Verdrag van Brussel van 1948. Van deze Protocollen zijn tekst en vertaling opgenomen in *Trb.* 1954, 179; zie ook *Trb.* 1955, 109.

Van het op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocol nr. IV betreffende het Agentschap van de Westeuropese Unie voor het toezicht op de wapenning, naar welk Protocol wordt verwezen in de titel, de preambule en de artikelen 1 en 3 van het Verdrag, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Trb.* 1954, 179; zie ook *Trb.* 1955, 109.

Met het Hof van de Europese Gemeenschappen, naar welk Hof wordt verwezen in de artikelen 3 en 8, lid 2, van het Verdrag, is bedoeld het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, van de Europese Economische Gemeenschap en van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie; zie voor de instelling van dit Hof afdeling II van de op 25 maart 1957 te Rome ondertekende Overeenkomst betreffende bepaalde instellingen welke de Europese Gemeenschappen gemeen hebben, van welke Overeenkomst de Franse tekst is opgenomen in *Trb.* 1957, 76 en de Nederlandse tekst in *Trb.* 1957, 93; zie ook *Trb.* 1957, 251.

Van het op 11 mei 1955 te Parijs gesloten Verdrag nopens de rechtspositie van de Westeuropese Unie, van de nationale vertegenwoordigers bij haar organen en van haar internationale staf, naar welk Verdrag wordt verwezen in artikel 22 van het onderhavige Verdrag, zijn tekst en vertaling opgenomen in *Trb.* 1955, 153.

Op 14 december 1957 is te Parijs eveneens ondertekend een Overeenkomst ter uitvoering van artikel 5 van Protocol nr. II (betreffende de strijdkrachten van de Westeuropese Unie) bij het Verdrag van Brussel van 1948 zoals gewijzigd bij de op 23 oktober 1954 te Parijs ondertekende Protocollen. De tekst van deze Overeenkomst is opgenomen in *Trb.* 1958, 72.

Uitgegeven de *tiende* juni 1958.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
J. LUNS.